

Le 13 octobre 2014

M. le Président,

La situation est grave, très grave. Notre liminaire sera volontairement longue pour que vous ayez vraiment conscience du malaise, du mal être quotidien des agents.

Solidaires s'inquiète du devenir du service public fiscal, foncier et de gestion publique.

Solidaires Finances Publiques s'inquiète encore plus des agents.

Nous effectuons de nombreuses visites de site et ce que nous constatons nous alarme, en particulier, sur le niveau d'épuisement des agents. Les tensions sont plus que palpables et devraient également vous alerter.

Comment peut-il en être autrement ?

Nous savons tous, et vous l'admettez aussi, M le président, la baisse continue de notre budget est à l'origine de toutes nos difficultés. Les budgets de fonctionnement en sont à un tel point que certaines Directions sont en cessation de paiement dès le mois de juillet. Quant à l'emploi, il manque cruellement dans tous les services.

- 30 000 postes supprimés depuis 2002 (quand la charge de travail augmente de 25 % dans la même période), auxquels il faudrait ajouter les 2000 suppressions de postes prévues. A cela, s'ajoute également tous les postes laissés volontairement vacants alors que les possibilités budgétaires existent.

Dans le département, ce sont près de 500 postes qui ont disparu depuis 2002. Et entre l'effectif théorique déjà discutable et la force de travail (emplois disponibles), ce sont déjà 155 équivalent temps plein qui manquent (vu dans le bilan RH).

Les conséquences en sont immédiates pour les agents. Il suffit d'ouvrir le TBVS qui donne quelques indicateurs alarmants : les jours de maladie de courtes durées augmentent de plus de 20 %, le nombre de jours sur les CET croît de plus de 15% (et pas uniquement par choix personnel), on constate un nombre d'heures écrêtées important sur lequel nous vous avons déjà alerté.

- A cela s'ajoute, la frustration des salaires gelés. Mais la réalité est pire, c'est désormais en baisse d'une année sur l'autre.

De plus, la refonte des régimes indemnitaires ne s'est traduite par aucune revalorisation et il faut même batailler pour les maintenir à leur niveau. Certains ont même connu des baisses, certes minimales, mais c'est trop en ces temps si durs, surtout pour les cadres C et B de notre administration. Ce sont aussi ces catégories, « les petites mains » qui sont le plus souvent confrontées à la colère des contribuables ou usagers... Ils s'en prennent donc « plein la tête » pour pas un sou, voire moins... La forte augmentation des jours pris au CET en « sonnante et rébuchante » est suffisamment révélatrice.

- Quant à la perspective d'avenir des agents, là également, c'est la catastrophe. Des promotions de plus en plus bouchées ne leur laissant qu'un très faible espoir de voir leur situation professionnelle et pécuniaire s'améliorer.

Pour Solidaires, les agents de Finances Publiques sont condamnés à vivre mal leur vie professionnelle... et leur vie privée. Nous ne pouvons pas le tolérer un instant.

Ce budget est incompréhensible au regard des enjeux que représentent notamment la fraude fiscale.

Ce budget est insupportable pour le service public que nous devons aux usagers

Ce budget est dangereux pour les agents compte tenu du malaise plus que persistant dans les services.

Il n'est pas catastrophique, il est inimaginable dans ses conséquences. Enfin si, on le constate dans d'autres pays européens... il suffit de regarder la situation des grecs, des espagnols, ...

Le Président de la République a nommé ce gouvernement qui privilégie la détérioration de la vie des salariés du public comme du privé, des chômeurs et des précaires, dont nombreux l'ont porté au pouvoir, au profit des grosses entreprises qui ne pensent qu'aux bénéfices et aux actionnaires. Ce gouvernement se plie aux diktats de la commission Européenne qui ne vise que l'austérité, la Banque Centrale Européenne plus soucieuse des grosses banques que des concitoyens, du FMI, de la Banque Mondiale, des agences de notation... en bref, du monde de la « Finances », l'ennemi du Président lors de la campagne présidentielle.

Il s'agit, ni plus ni moins d'une pure trahison pour son électorat, trahison symbolisée en particulier, par l'arrivée de M. MACRON dans notre Ministère. A peine a-t-il pris ses fonctions que le voilà déjà en train de remettre en cause, et les 35 h, et l'augmentation des salaires dans les entreprises, et les indemnités d'assurance chômage. Ça promet donc...

Ces propos vous paraissent sans doute habituels émanant de notre organisation syndicale. Solidaires Finances Publiques vous livre donc quelques conséquences très concrètes de ces orientations gouvernementales sur le quotidien des agents de ce département. Pour plus de clarté, nous les avons départagées en 3 chapitres : les missions, les moyens et la vie de sites :

➤ **Concernant les missions :**

La colère des notaires : le gouvernement a annoncé vouloir bousculer quelques professions, notamment celles bénéficiant d'un monopole certain. Les notaires en font partie, et ont décidé de lutter contre les velléités de ce gouvernement. Au-delà d'une journée de manifestation, ils continuent leur lutte en « boycottant » Télé@ctes.

Les conséquences s'en font immédiatement sentir dans les services et en particulier dans les Services de la Publicité Foncière confrontés à une arrivée massive de documents papiers. Comme quoi, le développement de la dématérialisation dépend surtout du bon vouloir des utilisateurs. Solidaires Finances Publiques attire surtout votre attention sur la situation des agents de ces services, victime d'une action indépendante de leur volonté. **Il attend que la DDFIP77 les soutienne dans cette période en renforçant les services et en n'accusant pas les agents des retards inéluctables qui vont s'accumuler.**

Il y a semble-t-il des évidences qui ne semblent pas évidentes pour la Direction. Sur de nombreux sites, les agents des SIE et des SPL sont sollicités par les contribuables. Bien entendu, dans l'incapacité de répondre à leurs demandes, ils les invitent à rappeler au bon numéro, ce qui n'est pas forcément du goût du contribuable qui se lâche quelque peu avec des propos déplacés (c'est courtoisement dit mais les échanges sont généralement beaucoup plus crûs). Il faut dire que le contribuable a souvent affaire à un répondeur lorsqu'il s'adresse au SIP et pour la plupart lui indiquant que la messagerie est totalement saturée. Et qu'on ne nous dise pas qu'ils peuvent s'adresser à l'administration par d'autre moyen car la réalité, c'est qu'ils téléphonent, la réalité, c'est qu'ils se déplacent !

S'agissant du téléphone, **veuillez au moins, à ce que, sur les pages jaunes, le bon numéro, celui qui trouvera un agent du SIP, soit indiqué plutôt que le standard.** C'est simple et ça peut énormément améliorer les relations avec les contribuables.

L'accueil : A mi-parcours de la sortie des rôles, les tensions sont très vives : un contexte particulièrement agressif vis à vis des agents (à l'image du récent reportage sur le 20h00 d'une chaîne TV) entretenu par le débat anti-fiscal, des Ministres irresponsables qui incitent les contribuables aux délais de paiement comme d'ailleurs sur le documentaire qui s'en est suivi sur la même chaîne TV, et encore tout récemment, l'institut MONTAIGNE qui fait la une des journaux pour accuser les fonctionnaires de fainéants. Tout est fait pour que le climat soit explosif.

Et pas un seul soutien de la très haute hiérarchie. Ou si peu...

Les saccages des centres des impôts de MORLAIX, d'ALBERTVILLE et bien d'autres encore sont la manifestation d'une grande colère dont les victimes sont aussi les agents des Finances Publiques. Et ça continue... Pas une seule fois, nos ministres n'ont défendu les fonctionnaires que sont les agents des Finances Publiques. Certes ils ont dénoncé, mais c'est à se demander s'ils dénoncent uniquement pour le coût que représentera la réparation des dégâts matériels. Pas un mot simplement pour rappeler que notre fonction, notre rôle de fonctionnaire est d'appliquer la loi et

que nous ne la faisons pas. Pas un mot pour valoriser notre utilité économique et social de l'action publique et de ses serviteurs.

Notre Secrétaire Général a interpellé le 1^{er} Ministre, pour non seulement punir les auteurs des saccages, mais aussi assurer la sécurité des agents. Cela passe par des mesures de prévention, mais aussi par une réelle volonté de soutien aux fonctionnaires, les « petites mains » de LEURS orientations.

Dans ce cadre, Solidaires tient à revenir sur l'accueil de MELUN. Quand nous discutons avec les agents des SIP, ils nous répondent que l'accueil dédié n'existe plus. Lorsque nous discutons avec Mme CHARRETON, elle nous soutient que cet accueil dédié est réel. **Un peu de clarification sur ce point nous semble nécessaire, à nous, représentants des personnels comme aux agents.** De plus, nous vous avons fait part de notre scepticisme concernant cet accueil, à l'occasion des discussions sur le déménagement du SPL à la Cité. Nous avons notamment insisté sur la visite d'un ergonome et demandé une signalétique claire pour les usagers. Avec la sortie des rôles et cette ambiance anti-fiscale, l'accueil de MELUN est devenu un véritable chaudron. **Solidaires estime qu'il faut absolument repenser cet accueil pour la sécurité des agents comme pour la sécurité des usagers.** Par ailleurs, je défie quiconque de pouvoir s'orienter une fois rentré à l'accueil fiscal. La signalétique est illisible amplifiant d'autant plus les tensions. Enfin, la Caisse explose (et le caissier aussi...) dans cette période avec les paiements en espèces tant des impôts que des titres liés au SPL. **Là aussi, la réflexion d'une sous caisse doit être lancée à l'instar des autres sites du département.**

Toujours à MELUN : la Cité Administrative a connu en cette année 2014 de véritables bouleversements avec les réorganisations. Mais plus aucun agent du département ne sait, qui fait quoi et où celui qui est censé le faire, se trouve. Les services SIE, SIP, Brigades peuvent être amenés à demander un soutien particulier mais ne savent plus à qui s'adresser. **Cela participe à la perte de repères que les agents évoquent souvent, mais constitue surtout une perte de temps, cette denrée désormais si rare...**

M Le Président, vous nous avez exprimé à plusieurs reprises votre souci du bien être des agents, de leurs conditions de vie au travail. Il est certainement plus que temps de s'atteler à cette tâche en commençant peut-être par des choses simples :

➤ **Concernant les moyens :**

Le futur site à Val d'Europe : c'est une revendication de Solidaires compte tenu du développement de cette partie du département avec les nécessaires créations d'emplois qui vont avec. Le dossier sorti du carton avec la visite du Ministre en septembre 2012. Y est-il retourné avec le changement de gouvernement ? **Ce Centre des Finances Publiques est, pour Solidaires, une nécessité.**

La prime de caisse : elle se fait attendre pour les caissiers. Si la Centrale a décidé de prioriser la prime accueil au mois de juin au détriment des caissiers, il est temps désormais qu'elle paye son dû. Il est anormal que les caissiers, par ailleurs, faisant partie des moins bien payés dans notre administration, attendent. **Compte tenu de l'environnement qu'ils subissent également, un peu de considération pour ces caissiers est attendu !**

Les frais de déplacement : C'est une catastrophe !

Tout d'abord, comme nous l'avions signalé lors du GT de présentation de l'outil, la e-formation était totalement inadaptée. CHORUS DT est complexe, lourd et fastidieux et une formation présentielle, comme vous l'avez fait pour de nombreux itinérants, aurait été indispensable. Au final, certains agents ont suivi cette e-formation souvent de leur bureau en gérant aussi le quotidien, ce qui nous semble particulièrement difficile, d'autres, l'ont fait pendant leurs temps personnels, voire même de leur domicile. De plus, la disponibilité de cette e-formation était particulièrement courte.

Sur ce point, le message adressé par la FORPRO précisant la disponibilité de cette e-formation a été particulièrement mal perçu par les agents. L'auteur laisserait entendre que pendant le mois de juillet ou août, les agents auraient beaucoup moins de travail. C'est méconnaître la réalité des services, conséquences des vagues successives des suppressions d'emplois. Les agents n'ont plus de répit quelle que soit la période de l'année !

Lourd et fastidieux, disions nous. C'est aussi ce que nous confirment les agents, et plus particulièrement les occasionnels. Des agents nous ont fait part de leur renoncement aux remboursements de frais et/ou ne sont plus disposés à se former, ce qui pour Solidaires Finances

Publiques est totalement anormal. Ce nouvel outil est tellement dissuasif que l'on peut se demander si ce n'est pas le sens souhaité.

Les discussions nationales sur le sujet (ces difficultés se retrouvant dans toutes les Directions) laissent peu d'espoir d'amélioration. Conçu par une société privée, ce qui est déjà contestable en soi, CHORUS DT est figé, sauf à y mettre des moyens conséquents. Les agents sont donc prisonniers des choix gouvernementaux et au final, ils payent pour se former...

Pour Solidaires Finances Publiques, une assistance particulière de la DDFIP vers ces agents nous paraît indispensable et il appartient à l'Administration de veiller à rembourser les avances faites.

Par ailleurs, les contrôleurs de PCE ont demandé à plusieurs reprises, notamment via leur chef de service, de disposer d'un ordre de mission permanent. Aux dernières nouvelles, ils n'en disposaient toujours pas. **Solidaires Finances Publiques vous demande donc, dans l'intérêt de ces agents, dans l'intérêt de leur chef de service mais aussi dans l'intérêt de l'Administration qui incite au contrôle fiscal externe, d'effectuer le plus rapidement possible un ordre de mission permanent.**

Enfin, la date du 15 octobre est proche, très proche. Les agents sont inquiets concernant les remboursements d'ici la fin de l'année. J'invite l'Administration à les rassurer sur ce point par une information, sur ULYSSE 77 par exemple.

Pour finir avec les moyens, n'oublions pas le **RIAM de MELUN** avec ses dernières hausses de tarifs alors que les salaires baissent. Déjeuner sur place est devenu un luxe que beaucoup ne peuvent pas/plus s'offrir. **Si la DDFIP77 n'est pas totalement responsable, elle a tout de même son mot à dire sur le sujet.**

➤ **La vie des sites** : Solidaires 77 attire votre attention sur plusieurs des sites visités.

DAMMARTIN : Site de proximité par excellence, cette trésorerie connaît comme tous les CFP et sites de proximité une affluence importante du public. De plus, elle a connu tout récemment une augmentation de sa charge de travail, conséquence de la création d'une communauté d'agglomération. Pour autant aucun moyen supplémentaire n'est venu avec la charge de travail. **Solidaires Finances Publiques vous demande donc d'examiner attentivement la situation de ce poste, et pas uniquement sous le regard de l'enjeu, et de lui apporter un soutien particulièrement attendu au-delà des 15 jours de renfort déjà accordés.**

CHATEAU LANDON, un site qui survit grâce à du personnel "pilier" qui connaît le métier... La Trésorerie « tient » grâce aux compétences reconnues des agents expérimentés, mais si l'un d'eux venait à partir pour une raison ou une autre (mutation, retraite, promotion), c'est tout le service s'écroulerait. Il n'existe aucune marge de manœuvre et malgré la bonne volonté des agents, les conditions sont trop difficiles. Trop de choses reposent sur peu d'agents qui finissent par s'épuiser. **C'est de leur santé qu'il s'agit et il faut vraiment faire quelque chose pour eux !**

MAGNY LE HONGRE : des arrêts (longues) maladies et des temps partiels non compensés ou si peu, des personnes écrêtées et qui ont du mal à poser des récupérations. Tout cela pour un travail bien accompli (merci à leur conscience professionnelle). C'est grâce à cette bonne volonté que le poste tient, sauf qu'à un moment, c'est insupportable. Il suffit de téléphoner un mercredi ou d'y passer pour constater l'étendu des dégâts. A cela il faut ajouter les problèmes d'accueil et les soucis de stationnements (pas assez de places attribuées au « Trésor Public »). **Encore une fois ce sont les moyens qui manquent, surtout les moyens humains, avant que les agents ne craquent.**

Pole Recouvrement Spécialisé (MELUN) : lors d'un précédent CT, vous avez décidé du transfert des procédures collectives des SIE vers le PRS. Ce transfert devait être accompagné dans un premier temps d'un transfert de moyens, notamment par l'apport d'un agent supplémentaire. Il semblerait qu'il se fasse toujours attendre...

Toutes ces illustrations sont les conséquences de choix gouvernementaux successifs, qui se trouvent dans la direction que vous dirigez.

Solidaires ne peut donc pas, ne pas évoquer le malaise et le mal être que nous rencontrons tout autour de nous. Ce n'est malheureusement pas la première fois que nous l'évoquons. **Mais là, nous tirons très fort la sonnette d'alarme !**

Solidaires n'a jamais rencontré un mal être aussi ancré dans la période. Cela touche tout autant les agents que les cadres. Nous l'avons en particulier illustré lors de la rencontre, le 23 septembre, qu'a bien voulu nous accorder M GAULLIER.

En ce mois d'octobre, les agents sont épuisés moralement et physiquement. Ca craque de partout : des cadres amenés à travailler 60/70h, des agents qui se font écrêter (Cf TBVS), les plus fragiles qui se font jeter par le chef de service (pas assez rapides, inadaptés au poste,) ou même par ses propres collègues, toute absence est devenue suspecte. Et les manifestations de ce malaise s'aggravent : agressivité (du chef de service, entre collègues, ...), appel à l'aide des Organisations syndicales, de plus en plus de sollicitations à la RH, repli sur soi,

M Le président, vous avez la responsabilité de conduire les orientations fixées par le Directeur Général. Vous avez également la responsabilité, une responsabilité pénale, de veiller à la santé de vos agents, des agents de la DDFIP 77. Solidaires Finances Publiques vous alarme : les agents sont en danger, et en particulier à l'accueil.

Dernière illustration, la **Trésorerie de BUSSY** a connu une agression. Si Solidaires Finances Publiques n'a aucun reproche à faire à l'administration sur sa réactivité immédiate, des mesures de prévention ont été annoncées par la suite et en ce qui nous concerne nous avons aussi demandé des mesures spécifiques à la demande des agents du poste. A ce jour, aucune mesure concrète n'a été prise 6 mois après... Que peuvent penser les agents du soutien de l'Administration ? A quoi ça sert de l'évoquer en CT, en CHSCT si derrière, ce n'est pas suivi d'effets ? est-ce votre conception du dialogue social ?

Comme nous vous le disons, il y a véritablement un gros chantier dans ce domaine... Pour Solidaires Finances Publiques, les bonnes intentions ne suffiront pas.

Par conséquent, dans cette période particulièrement difficile à vivre, Solidaires demande à l'ensemble de la hiérarchie de ce département, vous, M le Président, les directeurs de pôles et leurs adjoints, d'exprimer votre entier soutien et solidarité aux agents comme aux cadres.

Solidaires vous propose donc cette déclaration solennelle, et nous vous demandons, M le Président, de la communiquer à l'ensemble des agents du département (sur ULYSSE 77) signé de votre main. Nous vous demandons également d'agir vers le public et vers le Préfet pour que cesse ses tensions dont les agents ne sont pas responsables.

« En ce jour, le 13 octobre 2014, les agents des finances publiques, représentants de l'administration et représentants des personnels, présents au Comité Technique Locale à la DDFIP de Seine et Marne,

Condamnent les saccages opérés dans les différents Centre des Finances Publiques

Condamnent les agressions et les incivilités quotidiennes dont sont victimes les agents des Finances Publiques

Précisent qu'ils appliquent les lois et décret décidés par la représentation nationale et ne les font pas.

Soutiennent leurs actions, indispensables à la vie économique et sociale du département

Expriment leur plus grande solidarité et leur soutien envers l'ensemble des agents finances publiques »

M le Président, vous l'aurez compris, la situation est suffisamment grave pour que vous vous exprimiez en défenseur des agents, mais aussi pour apporter de l'apaisement dans nos relations avec tous les usagers. Nous attendons de vous ce minimum.